

Censure ou dictature ?

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 23 septembre 2016

Nous le constatons tous les jours : le pouvoir en place s'est massivement approprié tous les outils de domination de la population en général et de chaque personne en particulier. De façon globale, et sous réserve d'exceptions, le Parlement est aux ordres, le Conseil Constitutionnel et la Cour de Cassation suivent fidèlement ses recommandations, le système médiatique lui fait des courbettes, l'Education nationale est entièrement soumise, les syndicats sont ses alliés, les grandes entreprises sont de connivence, les autorités morales et religieuses sont craintivement silencieuses etc. Le pouvoir tient objectivement toutes les manettes, d'une main de fer.

Le Salon beige et Liberté politique, acteurs du monde de la résistance, avaient décidé d'organiser un colloque, le 1er octobre prochain, visant à donner un éclairage objectif sur la primaire des Républicains. Des conférenciers de premier ordre avaient accepté d'intervenir : Anne Coffinier sur l'enseignement, Charles Beigbeder sur la fiscalité, Robert Ménard sur la sécurité, Yvan Rioufol sur l'islam, Guillaume de Thieulloy sur la liberté d'expression, Gabrielle Cluzel sur la famille, Karim Ouchikh sur la souveraineté, Charles Gave sur l'économie, Jean-Paul Gourévitch sur l'immigration. Nous devons dévoiler, en fin d'après-midi, une analyse objective, quasi scientifique, des positions des candidats Républicains par rapport aux vingt mesures essentielles de redressement que nous leur avons soumises. Près de 500 participants étaient attendus. Tout cela devait se dérouler dans un grand amphithéâtre du 17ème arrondissement de Paris, dépendant de la Sorbonne. Tout était bouclé, payé, organisé : l'après-midi devait être belle...

C'était sans compter sur le pouvoir, son administration, ses manoeuvres occultes, son idéologie totalitaire. Un colloque libre, organisé par des gens libres, réunissant un public libre ? La sombre machine oppressive s'est mise en marche sans que nous le sachions, et a frappé fort en nous supprimant la salle, neuf jours avant un événement complètement finalisé depuis plusieurs mois. Posséder tous les leviers du pouvoir n'est pas suffisant pour le pouvoir en place : il faut traquer tous les espaces de liberté. La censure a donc frappé. Elle est un signe non discutable d'une forme de dictature.

Par le soin de nos avocats, une mise en demeure a été remise en main propre, par huissier, au président de la Sorbonne, qui n'a évidemment pas changé d'avis : la dictature est au droit ce que Papy Staline fut au bonheur des peuples. Nous côtoierons donc avec intérêt le président de la Sorbonne dans l'enceinte d'un tribunal, dans quelques semaines, et pouvons d'ores et déjà affirmer que le dossier dudit président ne semble pas très bon pour lui...

Bien évidemment, il en faudrait davantage pour nous intimider : le combat est rude, mais il continue, et nous proposerons très vite un événement de substitution à celui du 1er octobre, dictatorialement annulé.

François Billot de Lochner.

Président de la Fondation de Service politique,

de Liberté Politique et de France Audace.